

ÉCONOMIE POLITIQUE

M **âîtriser l'économie pour libérer la vie**

La place de l'économie dans une action politique visant à transformer la société aura été perçue comme un des enjeux de la préparation du 40^e congrès du PCF.

Pas seulement parce que le dépassement du capitalisme consiste évidemment pour une part essentielle à changer le système économique pour qu'il ne soit plus soumis à l'obsession de la rentabilité du capital mais maîtrisé par les « producteurs associés » en vue du développement de toutes les capacités humaines. Mais, plus profondément, parce que cette émancipation de l'exploitation capitaliste est la condition du but final : l'accès de chaque membre de l'humanité, sans exception, au « règne de la liberté », émancipé de toutes les dominations et de toutes les délégations de pouvoir.

Sans remonter à la timidité des représentants de la Commune de Paris face à la Banque de France, il faut constater que c'est en se fracassant sur les écueils de l'économie que les grandes espérances du xx^e siècle se sont plus d'une fois transformées en amères désillusions : le Cartel des gauches contre le « mur de l'argent » en 1932, le Front populaire contre la spéculation monétaire en 1936, l'union de la gauche contre la mondialisation financière entre 1981 et le « tournant de la rigueur » de 1983... Encore en 1997, c'est à la pression du capital que la « gauche plurielle » a cédé, avant de reprendre à son compte, sous prétexte que l'« État ne peut pas tout », toutes les exigences du patronat et de théoriser un repli sur des « marqueurs » sociaux...

DOSSIER

Il n'y a pourtant là aucune fatalité qui disqualifierait par nature toute tentative d'agir sur l'économie: c'est bien ce qu'a réussi, dans des domaines qui structurent encore fortement notre société, l'élan populaire de la Libération. Mais il était alors porté par un rapport de forces politique et social particulièrement favorable, avec l'influence décisive d'un Parti communiste qui se définissait par un projet révolutionnaire d'autant plus puissamment mobilisateur qu'il était perçu comme apportant une solution aux problèmes économiques tels qu'ils se posaient au milieu du xx^e siècle.

Pour imposer dans la bataille politique un projet révolutionnaire répondant à la crise de civilisation que nous vivons aujourd'hui, il faut donc plus que jamais connaître les lois du capitalisme et les formes concrètes qu'il prend au xxi^e siècle.

Comme toutes les formes de connaissance, l'économie politique progresse par la controverse entre points de vue, entre écoles de pensée. Parce qu'elle s'intéresse au cœur du pouvoir du capital – le pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent – sa spécificité est d'être, plus que tout autre, traversée par la lutte des classes dont ces controverses sont une expression.

Ce dossier en donne quelques aperçus. À titre d'exemple de la place que les éco-

nomistes peuvent tenir dans la bataille politique, il évoque le cas de Philippe Aghion, « prix Nobel » d'économie, et sa prétention de vider de son contenu social l'enseignement des sciences économiques et sociales. Autre exemple d'actualité, le *Global Justice Report* de l'équipe réunie par Thomas Piketty récuse cette vision de l'économie mais son hétérodoxie s'arrête là où il faudrait commencer à mettre en cause les ressorts profonds du pouvoir du capital.

Sur ce terrain, le dossier revient sur la démarche fondatrice par laquelle le théoricien et dirigeant communiste Paul Boccara a nourri la politique du PCF à partir d'une lecture vivante de l'œuvre de Marx et de toute l'histoire de la pensée économique.

Une table ronde met enfin en présence trois économistes représentatifs de différents courants que l'on peut qualifier d'hétérodoxes parce qu'ils ont en commun de récuser la théorie dominante dont Philippe Aghion est un représentant: Frédéric Boccara, marxiste et communiste. Anton Brender, qui se réclame de la social-démocratie, et Mireille Bruyère, qui a l'ambition d'intégrer à sa conception de l'économie une dimension écologiste radicale.





L'enseignement économique pris en otage par le capital

Depuis qu'il a reçu le prix de la Banque de Suède, abusivement dénommé « prix Nobel d'économie », Philippe Aghion n'en finit pas de se faire remarquer. Il y a quelques mois, c'était pour avoir approuvé la « suspension » de la réforme des retraites après avoir pourtant été un des principaux inspirateurs du programme d'Emmanuel Macron – mais c'était pour mieux justifier de nouvelles attaques, encore plus meurtrières, contre la Sécurité sociale. Plus récemment, il a soulevé l'indignation en prétendant purger l'enseignement des sciences économiques et sociales de l'étude des inégalités sociales, qualifiée de préoccupation « mondaine » (voir ci-dessous le communiqué de l'Association des Professeurs de sciences économiques et sociales).

Philippe Aghion a eu la chance d'avoir des parents communistes. Ce n'est toutefois pas sa jeunesse militante qui l'a aidé à mériter le « prix Nobel d'économie », ou plutôt, le prix de sciences économiques décerné par la Banque de Suède dans le but, disent les mauvais esprits, de faire croire au monde entier, l'espace d'une journée, que l'économie serait une science de la nature comme la physique ou la chimie, et non une science des sociétés humaines dans leur développement historique.

De fait, le professeur au Collège de France et son collègue Peter Howitt ont été récompensés pour avoir mis en équations les vues du penseur austro-américain Joseph Schumpeter, aussi réactionnaire que génial, qui attribue aux « entrepreneurs » et à leur œuvre de « destruction créatrice » le mérite du progrès économique au cours de l'histoire du capitalisme. Il est tout aussi vrai que Philippe Aghion se réclame d'une philosophie politique un peu différente, se voulant attentive à concilier le pouvoir des « entrepreneurs », y compris quand ils jouissent d'un monopole, avec le bien-être général ; en somme à s'attacher à ce que le « renard libre », une fois entré dans le « poulailler libre », y fasse le bonheur de ses occupantes.

C'est, peut-on penser, ce qui l'a conduit à jouer un rôle de conseiller du Prince, auprès de François Hollande, puis d'Emmanuel Macron qu'il avait côtoyé, sous Sarkozy, au sein de la commission Attali « pour la libération de la croissance française », et dont il a fortement inspiré le programme économique. Vu les effets économiques et sociaux des politiques menées par les deux derniers locataires de l'Élysée, on ne s'étonne donc pas de retrouver son influence dans des inventions aussi perverses que celle du CICE, ou de le voir présider, en 2024, le « Front économique » du MEDEF avec Patrick Martin.

De l'adhésion aux défunts modèles suédois ou danois à la justification, au ^{xxi} siècle, des politiques inspirées par les exigences les plus féroces du capital, il n'y a qu'un pas que l'économiste couronné en 2025 n'est pas le premier à avoir franchi.

Mais qu'il puisse encore passer, parfois, comme l'inspirateur possible d'une politique de gauche en dit long sur le travail qui reste à faire pour faire reculer l'attraction que des idéologies réactionnaires exercent à la faveur du désarroi causé par la crise de civilisation.



DOSSIER

Association des professeurs de Sciences économiques et sociales

Communiqué de presse – *Un économiste sérieux ne devrait pas dire ça*
Lille, le 8 mai 2026

L'APSES a pris connaissance avec consternation des déclarations de Philippe Aghion concernant l'enseignement et les programmes de Sciences économiques et sociales au Lycée lors de son audition devant la commission d'enquête du Sénat sur l'excellence des universités, le 16 avril dernier.

Copilote du groupe d'experts en charge de la réécriture des programmes en 2018 et récent lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques, Philippe Aghion a déclaré, lors de cette audition : « Je vais beaucoup dans des classes. Bon, j'ai refait d'abord complètement les programmes de SES parce qu'avant ils lisaient *Alternatives économiques*. Maintenant, on fait vraiment de l'économie sérieuse au lycée. D'accord. Donc voilà, ça je suis assez content d'avoir fait ça (....) Maintenant on a de vrais programmes d'économie et de SES dignes de ce nom. ».

Sa déclaration est une insulte aux générations de professeur-es et d'élèves, qui, depuis 1966, à travers la série B devenue ES, ont enseigné et étudié rigoureusement les concepts des sciences économiques et sociales pour mieux comprendre le fonctionnement de nos sociétés. Mais c'est aussi un manque de considération à l'égard de ses prédécesseurs, qui ont travaillé à l'élaboration des précédents programmes : Bernard Lassudrie-Duchêne, Jean-Luc Gaffard, Roger Guesnerie ou Jacques Le Cacheux auraient donc manqué de sérieux ?

Une promotion de la vision *mainstream* de l'économie, au mépris du pluralisme

Présenter comme une victoire le fait que les élèves ne liraient plus un média économique de premier plan a de quoi interroger. Il est essentiel, pour s'informer et faire le lien entre les cours de SES et l'actualité économique, de consulter une diversité de titres de presse. *Alternatives économiques* y tient une place de choix comme magazine indépendant.

L'objectif de M. Aghion apparaît alors clairement, à l'abri dans le camp autoproclamé du « sérieux » et du « vrai » : il s'agit d'évincer tout débat, toute critique, de refuser l'intégration de l'économie aux sciences de la société.

Les inégalités : « un truc mondain » ?

Nous sommes encore plus étonné-es et consterné-es par la suite des propos de M. Aghion qui associe l'étude des inégalités à une préoccupation « mondaine » : « Nous par exemple en économie, il y avait des gens qui voulaient que ça soit des trucs mondains où on discutait des inégalités ou de ci ou de ça. »

Alors même qu'il existe une riche littérature scientifique sur ce sujet au cœur des préoccupations contemporaines, ses collègues économistes qui publient sur les inégalités seront probablement ravis d'apprendre qu'ils en sont encore à l'étude de mondanités. Il est par contre tout à fait probable que l'étude des inégalités ne soit pas au cœur des réflexions de l'académie des Sciences morales et politiques où M. Aghion siège avec, entre autres, Michel Pébereau et Bernard Arnault.

Cette sortie de M. Aghion éclaire cependant peut-être malheureusement la décision prise par le ministère en 2023 de retirer du programme d'examen du baccalauréat le chapitre de terminale consacré à l'étude de la justice sociale.

Tourner la page des programmes Aghion

Dès 2018, l'APSES avait alerté sur la fabrique des nouveaux programmes, avec une toute puissance accordée à M. Aghion, alors conseiller économique de M. Macron, et s'appuyant sur une vision très personnelle des « savoirs fondamentaux » à transmettre aux élèves puisque des thèmes majeurs ont alors été évincés des programmes, comme la consommation ou l'État, d'autres y sont traités de manière biaisée, comme les enjeux écologiques.

Pour l'APSES, il est temps de tourner la page de ces programmes Aghion et de réintroduire davantage de pluralisme scientifique pour que les élèves aient véritablement la possibilité de comprendre, comme M. Aghion semble le souhaiter, que « le savoir est une chose qui bouge ».



Global Justice Report : Thomas Piketty refait le monde

Le « rapport sur la justice mondiale ¹ », élaboré par un groupe international d'experts autour du célèbre économiste Thomas Piketty, se propose de définir les conditions économiques et sociales d'une prospérité durable à l'horizon de la fin du siècle.

L'idée directrice du projet est que la réduction des inégalités est la condition du respect des contraintes écologiques et de la limitation du réchauffement climatique. L'intérêt des propositions présentées est de rechercher une cohérence entre ces objectifs sociaux et écologiques, les moyens financiers de les réaliser et l'organisation des pouvoirs à l'échelle mondiale qui permettrait de réaliser le projet. Il y a donc là matière à une confrontation éclairante avec la cohérence systémique du projet qui guide l'action des communistes.

Les objectifs : une justice définie par l'accès de tous à des biens fondamentaux

Une société juste est définie comme « une société qui permet à tous ses membres d'avoir accès le plus largement possible à des biens fondamentaux ». De façon assez caractéristique, l'accent est donc mis sur la consommation de biens matériels plus que sur le développement dans toutes leurs dimensions des capacités humaines, qui est le cœur du projet communiste, et que traduit, d'une autre façon, la notion de *capabilities* mise en avant par le « prix Nobel » d'économie Amartya Sen, originaire du Bengale.

Le rapport traduit cet objectif par une convergence des revenus par tête de tous les habitants de la planète vers un montant de 60 000 euros par an, 5 000 euros par mois, en 2100.

Cette estimation correspond à une croissance du revenu par tête dont le rythme volontairement modeste (entre 3 % et 4 % par an dans les pays pauvres, entre 0 et 0,5 % dans les pays riches), est justifié par la contrainte climatique, et par un objectif social : 44 % des gains de productivité seraient affectés, non à produire davantage, mais à réduire le temps de travail de 2 100 à 1 000 heures par personne et par an d'ici à 2100.

Elle résulterait d'un triple mouvement :

- Un rattrapage des revenus dans les pays pauvres vers le niveau actuel des pays les plus riches.
- Une stagnation, ou une faible progression, des revenus moyens dans les pays riches.
- Une forte réduction des inégalités à l'intérieur de chaque pays, qui laisserait place à une progression des revenus de

la majorité de leurs habitants. 6 % de la population européenne verrait tout de même décliner son revenu monétaire et 10 à 20 % de la population des pays riches – soit autour de 10 millions de personnes dans un pays comme la France – se trouveraient à la limite entre les perspectives de gain et les risques de perte. Les auteurs espèrent que les avantages d'un développement socialement juste et écologiquement durable suffiraient à leur faire accepter la conversion de nos sociétés au principe de sobriété (*sufficiency*) qui inspire ces propositions.



DOSSIER

Les moyens : taxer les riches, Respecter les logiques de rentabilité

Le cœur du *Rapport justice mondiale* est une vaste mécanique visant à redistribuer les revenus d'une minorité de « riches » vers le reste de la population mondiale.

Un « Fonds mondial pour la Justice » aurait deux sources principales d'alimentation :

- Un impôt sur la fortune progressif qui toucherait 4 à 7 % de la population des pays riches, et dont le taux pourrait atteindre 20 % pour les tranches de fortune individuelle dépassant 550 millions d'euros (Gabriel Zucman fait partie des auteurs du rapport).

- Un impôt mondial fortement progressif sur le revenu, s'ajoutant aux différentes fiscalités nationales.

Une partie de ces ressources serait immédiatement distribuée à tous les États du monde, au prorata de leur population, pour un montant qui atteindrait un maximum de 1 900 euros par an et par personne entre 2030 et 2040, avec une stricte conditionnalité : ces fonds devraient être consacrés au climat, au développement du « capital humain » (éducation, santé) et à la réduction des inégalités. Le rapport souligne que ces montants, limités par souci de réalisme, ne permettraient pas encore, à la fin du siècle, de porter les systèmes de santé des pays pauvres à la hauteur des besoins.

Une autre partie des ressources du « Fonds mondial pour la justice » serait allouée à un « Fonds souverain mondial » chargé d'investir dans des actifs « soutenables » jusqu'à un montant équivalant à 10 % du stock de capital mondial. Les revenus tirés de ces placements, rémunérés selon la rentabilité moyenne du capital privé, contribueraient pour une part croissante au financement du « Fonds mondial pour la justice ». Parallèlement, le « Fonds souverain mondial » bénéficierait, comme c'est le cas aujourd'hui, pour une institution comme la Banque européenne d'investissement, d'un traitement favorable de la part des marchés financiers pour ses émissions de titres de dette qui représenteraient, à terme, 30 % du PIB mondial.

Le trait majeur de ce dispositif est en effet qu'il n'oppose aucune contestation aux logiques capitalistes de rentabilité qui régissent tous les aspects de l'économie contemporaine. En particulier, le plan laisse intact le fonctionnement des entreprises, et donc de l'économie capitaliste dans son ensemble, même s'il programme une extension de la part de propriété publique jusqu'à rejoindre le niveau des années 1970. Les détenteurs du capital sont visés en tant que « riches », et non en tant qu'ils exercent un pouvoir sur l'utilisation de l'argent qu'ils contrôlent, et sur les êtres humains qui créent les richesses accumulées entre leurs mains. Le projet mobilise de vastes outils fiscaux en espérant qu'ils suffiront à corriger les inégalités sociales mais il ne vise aucunement à remédier à l'exploitation du travail salarié qui en est la cause. En somme, il s'agit de répartir autrement le « gâteau » en évitant de le faire grossir pour épargner le climat, et en se gardant surtout d'en contester la recette – les objectifs, les critères qui régissent la production.

Cette absence de prise en compte des entreprises et des rapports capitalistes qui s'y nouent est caractéristique du courant de pensée réformiste, adepte du paradigme néo-classique ou libéral, auquel se rattachent Thomas Piketty et son école. Le *Rapport mondial pour la justice* prend les gains de productivité apparente du travail comme une donnée mais ne s'intéresse pas du tout à la façon dont ces gains sont obtenus (alors même que nous vivons une révolution informationnelle qui porte à l'extrême la contradic-

tion entre forces productives et rapports de production), ni à ce qui résulte, en termes d'efficacité économique et écologique, des critères de gestion des entreprises. L'emploi, le chômage de masse coexistant avec une pénurie mondiale de main-d'œuvre qualifiée face aux exigences de la révolution informationnelle, ne figurent dans les préoccupations des auteurs, ni du point de vue des objectifs sociaux (la sécurisation des emplois), ni du point de vue des moyens de les réaliser (l'emploi efficace comme moyen de créer les richesses).

En somme, Thomas Piketty, auteur d'un ouvrage à succès, intitulé *Le capital au xx^e siècle*, étudie une économie où le capital n'existe pas !

Les pouvoirs : où est passé celui du Capital ?

« Participation » et « délibérations » sont présentées à la fois comme un but et comme un moyen de la réalisation du projet. Le *Rapport sur la justice mondiale* comporte néanmoins assez peu de préconisations en matière de pouvoirs des salariés dans l'entreprise. Il évoque surtout la participation de salariés aux conseils d'administration des entreprises, sur le modèle de la social-démocratie allemande d'après-guerre.

À l'échelle internationale, les propositions visant à instaurer « un changement complet de paradigme, avec un passage immédiat à des règles démocratiques mondiales » se présentent comme beaucoup plus ambitieuses.

Elles visent à l'instauration rapide d'un principe « une personne, une voix » dans les décisions des enceintes internationales, avec un système de double majorité : 55 % des pays, 60 % des voix.

Une Banque centrale des Nations unies remplacerait le Fonds monétaire international. Elle hébergerait une « Union de compensation internationale » sur le modèle du plan Keynes de 1943. L'objectif serait de ramener à zéro, d'ici à la fin du siècle, tous les déséquilibres de balances des paiements. Les pays y seraient incités par un système de pénalités progressives sur les déséquilibres, s'appliquant aux pays excédentaires comme à ceux dont les paiements sont en déficit. Ces derniers seraient appelés à « ajuster graduellement leur niveau de consommation » (une sorte d'ajustement structurel) *soft* pour des pays pourtant en train de rattraper leur retard en matière de niveau de vie ?) et à dévaluer leur monnaie.

Le rôle de la « Banque centrale des Nations unies » serait dès lors de permettre aux pays de maîtriser les chocs commerciaux de court terme en émettant une monnaie mondiale développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI. Thomas Piketty et ses collègues estiment que cette création monétaire pourrait atteindre 0,5 % du PIB mondial par an, sous forme d'achat d'obligations émises par les États ou par les banques régionales de développement pour financer la lutte contre le réchauffement climatique. Ils se montrent beaucoup plus réticents quant à l'idée, fortement exprimée l'année dernière à l'occasion de la COP30², d'étendre davantage ce financement monétaire sous forme d'avances pour des dépenses contribuant au développement des capacités humaines. Ils insistent au contraire pour que les ressources fiscales et les revenus des placements du « Fonds souverain mondial » restent la principale source de financement du projet.

Selon Thomas Piketty et ses collègues, ces dispositions suffiraient à mettre fin à l'« exorbitant privilège » du dollar dès 2030 ! Leur confiance dans cette perspective miraculeuse réside dans la conviction qu'un « monde multipolaire » est en train de s'imposer, sans qu'ils s'attachent à démontrer



pourquoi un tel monde pourrait être si différent des mondes que nous avons connus au ^{xix}e et au ^{xx}e siècles, et sans s'inquiéter du potentiel de rivalités et de conflits qu'il serait de nature à engendrer.

De façon significative de la méthode des auteurs et de la nature de leur projet, le rapport s'essaye à prouver que la convergence des droits de vote au sein du FMI vers le principe « une personne, une voix » est un processus inéluctable. Graphique à l'appui, ils montrent que la part des États-Unis est passée de plus de 30 % en 1946 à un peu plus de 15 % aujourd'hui... sans faire remarquer que ce recul a cessé depuis vingt ans, précisément parce que ce seuil de 15 % est celui qui garantit à la puissance hégémonique un droit de veto sur toutes les décisions importantes du conseil d'administration du Fonds. Toute mise en cause du privilège du dollar, y compris sous forme d'émission de droits de tirage spéciaux, ne peut donc être qu'un objet de conflit intense avec l'impérialisme américain.

Tous ces développements, aussi convergents soient-ils, dans leurs objectifs, avec ce qui monte dans la contestation du désordre économique mondial, ont une caractéristique frappante : les firmes multinationales, leur pouvoir sur les flux de marchandises et de capitaux, sur la nature et la localisation des activités productives, sur les décisions des États ne sont citées à aucun moment. Les nouvelles institutions financières internationales s'inscrivent sans broncher dans le jeu des marchés financiers. En somme, tout ce qui fait le pouvoir du capital est respecté.

En résumé, on doit saluer l'ambition du projet, l'ampleur des objectifs qu'il se fixe, et le souci de cohérence globale qui l'inspire : il est bon qu'un débat puisse s'ouvrir sur ce terrain.

En revanche, il est pour le moins difficile de mettre beaucoup d'espoir dans la réédition, à l'échelle internationale, de la « révolution social-démocrate européenne du ^{xx}e siècle » à laquelle les auteurs se réfèrent à plusieurs reprises, même s'ils s'en remettent, dans la même tradition social-démocrate, à l'invocation d'« immenses mobilisations sociales ». Un des faits les plus frappants des cinquante dernières années n'est-il pas, en effet, que les réussites les plus remarquables de cette social-démocratie ont volé en éclats sous l'effet de la crise de civilisation, en même temps que s'effondrait, à l'Est, l'autre espérance socialiste du ^{xx}e siècle, laissant le champ libre aux plus abominables forces réactionnaires et autoritaires, en Europe et ailleurs dans le monde ?

C'est là que le projet communiste, dans toute sa dimension novatrice qui le distingue des différentes variantes de socialisme réformiste et étatiste, peut apporter aux mouvements d'émancipation ce dont les auteurs du *Global Justice Project* ne veulent pas entendre parler : la conquête de pouvoirs directs des citoyens, des salariés dans l'entreprise, contre le pouvoir du capital et ce qui en fait le cœur, le pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent public, de l'argent des entreprises et de l'argent des banques et des banques centrales.

1. Chancel, L., Mohren, C., Moshirif, R., Odersky, M., Piketty, T., Somanchi, A., et al. (2026), *The Global Justice Report: A Plan for Equality & Prosperity Within Planetary Boundaries*, World Inequality Lab (gjp. wid. world). Within Planetary Boundaries.

2. Voir notre dossier « Climat, révolutionner les financements » *Économie & Politique*, n° 856-857, novembre-décembre 2025.



<https://www.economie-et-politique.org/>

DOSSIER

III. Paul Boccara et la mise en mouvement du *Capital* de Marx

La reconnaissance du caractère inachevé du travail de Marx dans le domaine de l'économie, et du champ ouvert à de nouveaux développements, a été un trait majeur du renouveau des études marxistes depuis les années 1960. Dans le domaine politique, un aspect de ce renouveau a été l'analyse du capitalisme contemporain, de sa crise et de son issue, mené au sein du PCF sous l'impulsion de Paul Boccara.

Paul Boccara a mené ses propres recherches en pratiquant la méthode de Marx lui-même : se nourrir au maximum de tous les travaux disponibles dans le domaine, en en faisant la critique en lien avec les luttes sociales et politiques de son temps.

Premières élaborations théoriques néomarxistes de Paul Boccara : s'affranchir des conceptions soviétiques et de la vulgate marxiste-léniniste

Paul Boccara est marqué par le choc terrible des révélations du rapport Khrouchtchev en 1956, par le succès du Général de Gaulle et le reflux du PCF en 1958. Après la quasi-désagrégation de la section économique, il effectue un retour à Marx et poursuit son élaboration scientifique inachevée, ainsi que d'autres travaux marxistes et non marxistes, avec des nouveautés de son époque. Dans ses premiers travaux de 1961 dans la revue *Économie & Politique*, repris dans *Sur la mise en mouvement du Capital*, (1978), Boccara part du mouvement inachevé brisé en plein essor par la mort de Marx. *Le Capital* est montré comme un moment réduit par Marx lui-même aux principes essentiels, en remettant à un autre livre jamais rédigé l'analyse de l'économie concrète. Il s'agit, contrairement aux conceptions dogmatiques, de poursuivre le mouvement historique, comme Marx lui-même et des travaux contemporains, en relation avec les luttes sociales. Boccara relève aussi comment Lénine décrit les nouveautés du capitalisme, mais pas au plan technologique, et n'explique pas le passage de l'impérialisme au capitalisme monopoliste d'État. Lénine déforme certains apports de Marx, notamment sur la révolution pacifique. Boccara propose une explication théorique, partant de la théorie de Marx, à partir de ce que Marx n'a pu faire. Boccara développe de façon nouvelle la théorie de

Marx sur la suraccumulation du capital au lieu de la dogmatisation de la baisse du taux de profit. Il explique théoriquement le passage de l'impérialisme au capitalisme monopoliste d'État, à partir de la dévalorisation structurelle du capital. À la conférence internationale de Choisy en 1966 (cf. *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, 1973), il affiche son émancipation des élaborations soviétiques. Dès fin 1967, il annonce et théorise la crise structurelle du capitalisme monopoliste d'État, nommée ensuite crise systémique du capitalisme monopoliste d'État social. Paul Boccara élabore, dès 1971, une théorie de la régulation du système capitaliste et de sa crise, pour une nouvelle régulation. Il travaille au développement de Marx, et aussi à l'analyse des théories de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital parues avant et après Marx : classiques, keynésiens, néoclassiques, marxistes. Ses recherches, commencées dès le milieu des années 1960 et sans cesse enrichies, seront finalement publiées en 2013, 2015 (*Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*). Boccara débouche sur des propositions pour construire une nouvelle régulation systémique et commencer à dépasser le système, au croisement des luttes, aspirations nouvelles, politiques économiques. Les novations de Boccara rencontrent des approbations et des oppositions ou déformations graves. *Le Traité marxiste d'Économie Politique : Le capitalisme monopoliste d'État* (1971), dont Lucien Sève a écrit trop gentiment que c'était une « coulée de science pure », lui est souvent attribué, alors que pour lui, c'est un patchwork qui reprend certains textes et leur contraire. Il est exclu de la rédaction finale et de la liste des signataires.

Ses travaux sur de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale dans les entreprises (*Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, 1985) rencontrent un écho profond et durable dans le mouvement syndical mais ils se heurtent au silence ou au manque de travail pour les développer. Dans le PCF, on reprend des formulations, sans les

enrichir théoriquement, ni pratiquement, sauf dans de petits groupes. Il y a une récupération réformiste, avec les travaux, en 1999, du Commissariat du plan sur les critères de performance. L'apport de la Sécurité d'emploi et de formation (SEF) inspire fortement les élaborations syndicales sur la « sécurité des parcours professionnels », avec en particulier la « sécurité sociale professionnelle » de la CGT.

Crise radicale de notre civilisation, aspirations et besoins d'une autre société

La crise structurelle, annoncée par Boccara fin 1967, concerne la montée du chômage massif et de la précarité. Les novations technologiques sont récupérées en exacerbant les maux de la crise. L'individualisme destructeur de solidarités voisine avec la salarisation et l'industrialisation dans le monde entier, ainsi que de nouvelles conditions pour l'émancipation des personnes. La mise en cause des protections étatiques nationales cohabite avec une ouverture à la solidarité. Les risques d'interventions militaires, d'armes de destruction massive, du terrorisme, montent, mais aussi les exigences de paix, de désarmement, de sécurité. Les dominations supranationales voisinent avec de nouvelles coopérations mondiales. La marchandisation et l'hyper-délégation de pouvoirs se combinent avec les exigences d'un dépassement pour un monde de coopération. Les rivalités exacerbées coexistent avec des partages pour une nouvelle civilisation de l'humanité. (Pour une nouvelle civilisation, 2016).

Échecs de la construction soviétique et de la social-démocratie

L'effondrement de l'URSS a un grand impact, cette tentative de construction d'une autre société ne parvient pas à un réel dépassement du capitalisme et du libéralisme. Boccara relève l'immaturation de la société et du développement du capitalisme, liés à l'arriération de l'empire russe, à l'insuffisant développement du marxisme. Cela conduit à une construction étatiste, autoritaire, héritière du despotisme russe. C'est une négation nihiliste du marché et du libéralisme. Des dogmatismes demeurent, malgré la phrase révolutionnaire, chez ceux qui se réclament de Marx. L'échec des expériences sociales-démocrates contemporaines dans les pays capitalistes s'explique par des mesures limitées, malgré quelques droits sociaux nouveaux. On passe de l'affirmation du besoin d'une autre société, à la conciliation avec le marché et le libéralisme, aux dérives du social-libéralisme, au renoncement à l'idéal de construction d'une autre société. Cela participe à la crise, à l'échec de Hollande, l'élection de Macron. Les économistes universitaires dominants rejettent le marxisme, même si certains reprennent le terme suraccumulation. Ils régressent par rapport à Keynes, qui prônait un soutien public de l'investissement émancipé de la rentabilité.

La révolution informationnelle et le dépassement de la société capitaliste et libérale

Paul Boccara analyse d'abord l'automation dans les années 1960, puis développe sa théorie de la révolution informationnelle, dans les années 1980. Avancée aussi par des non marxistes, elle part de l'analyse de Marx de la révolution industrielle et introduit des éléments nouveaux. Le remplacement de la main par la machine-outil, caracté-

sant la révolution industrielle chez Marx, entraîne un autre rôle des travailleurs. Puis, c'est le remplacement de certaines fonctions du cerveau, comme avec l'ordinateur, le remplacement complet de la main dans l'automatisation généralisée, la prédominance des activités informationnelles. Montent aussi les exigences de partage généralisé, de dépassement du capitalisme et du libéralisme. Une machine-outil ou un produit industriel est, ici ou là, fondement de la propriété privée privative. Mais une information, comme le résultat d'une recherche, peut être partagée indéfiniment, jusqu'à chacun.e. C'est le partage des résultats, des coûts, y compris de recherche, des opérations. Cependant il ne s'agit que d'une possibilité de partage de la révolution informationnelle dans notre société capitaliste. Celle-ci pousse aussi à accaparer les marchés, les groupes privés multinationaux développent beaucoup plus la révolution informationnelle. Ce sont aussi les rivalités destructrices entre entreprises, avec la mise en concurrence des salariés du monde entier. C'est l'expansion formidable des marchés financiers pour la prise de contrôle multinational mondialisé des entreprises. Tandis que les poussées de productivité relancent le chômage massif et la précarisation. C'est la progression d'institutions plurinationales mondialisées, de constructions zonales comme l'Union européenne (UE), le Mercosur. Il y a à la fois exacerbation de la marchandisation et progression de potentiels de coopération, de dépassement des marchés, ainsi que des libertés et égalités en droit. Monte l'exigence de partages généralisés non antagonistes pour un autre monde, avec les travailleurs, les peuples, sans les rejets sociaux et les dominations. Pour Boccara, on ne peut construire un monde d'égalité, de justice, de liberté, de fraternité, respectueux de la nature et des êtres humains, sans mettre en cause les accaparements et inégalités de moyens matériels et culturels. D'autres révolutions du système concernent la révolution écologique, la révolution démographique avec la réduction de la natalité et la révolution de la longévité, la révolution parentale : dissolution des couples, parentés recomposées, émancipation des femmes.

Paul Boccara reprend le concept de dépassement, issu de Hegel, c'est la suppression réussie d'une réalité, des maux et souffrances. Le dépassement, c'est aller au-delà des points forts du système, au lieu de le diaboliser et de régresser par rapport à eux. Il s'agit, en conservant le problème auquel cette réalité sociale répondrait, d'un autre type de réponse avec un progrès radical sur les points forts. Cela renvoie, non seulement à une poursuite des conquêtes mais à un renversement révolutionnaire. Les travaux de Boccara sur *Une sécurité d'emploi ou de formation. Pour un dépassement révolutionnaire de lutte contre le chômage*, 2002, soulignent que le chômage est un mal social terrible, un gâchis économique, moral, mais aussi une force considérable du capitalisme. Les suppressions d'emplois, à travers souffrances et gaspillages, poussent à des changements d'activités et de techniques. Le dépassement du marché du travail, par une sécurité mobile d'emploi ou de formation, tendrait à l'éradication réussie du chômage et de ses maux, en conservant le mouvement, dans la sécurité, pour la promotion de chacun.e. Le passage de l'emploi à la formation choisie, avec une continuité de revenu, permettrait de revenir à un meilleur emploi. On assurerait à chacun.e, soit un emploi, soit une formation avec des rotations d'activité. Cela impliquerait un renversement des principes dominants, tel le contrat de travail sur le marché du travail. Celui-ci par principe est précaire comme pour tout marché, l'employeur achète ou non la force de travail, le contrat peut être rompu. Avec la crise systémique mondialisée, la préca-

risation est exaspérée, mais aussi peuvent monter des exigences révolutionnaires de sécurisation. Cela s'oppose à la fois aux capitulations sociales libérales, au nom des libertés devant le marché, et aux garanties étatiques autoritaires d'emploi dans les pays qui se réclamaient du socialisme, comme l'URSS. Dans un pays capitaliste en crise comme la France, la sécurisation, en lien avec la formation continue, tendrait au dépassement du salariat lui-même. Car le salariat, c'est l'échange marchand précaire du salaire contre le travail de la force de travail. Ici, il y aurait non seulement sécurité, mais de bons revenus pour se former dans une alternance emploi-formation, se développer soi-même, et non pour travailler pour l'employeur. Ce n'est plus du salaire : Boccara s'oppose à la conception conservatrice et fautive du salaire indirect. La mobilité et le choix du salarié doivent être conservés, sans les rejets sociaux. Ce serait la promotion de chacun.e, un autre travail créatif, avec la formation, non seulement dans le travail, mais pour toute sa vie. Ce serait un partage des informations, des activités créatrices et non une culture d'exécution. Cela nécessite l'expansion des ressources financières et des pouvoirs. Ce serait un renversement, on partirait des fins, d'un partage des moyens, du développement des hommes et des femmes, et non des moyens fétichisés. La révolution informationnelle entraîne des économies de moyens matériels et de travail vivant, mais aussi la relance du chômage massif et de la précarité. En même temps, elle suscite un besoin de formation continue de chacun.e. Son développement permettrait un nouveau type de productivité, des débouchés liés aux dépenses de formation, aux activités hors emploi, à leur créativité possible. Le dépassement, c'est un mouvement réel de transformations radicales, liées aux aspirations, luttas, idées nouvelles. Boccara critique le recours à des formules, laissant les propositions concrètes aux forces dominantes réactionnaires ou sociales libérales, qui les récupèrent et les dénaturent.

Analyse systémique. Analyse du système anthroponomique poursuivant et dépassant la théorie de Marx

Analyse structuraliste et analyse systémique. Boccara critique le structuralisme dès ses premiers écrits de 1961 dans *Économie & Politique*. Il définit un système non seulement par des structures, mais aussi par des opérations de transformation, des régulations. Il caractérise les conceptions structuralistes par la tendance à confondre système et structure. Le structuralisme a exercé une influence dominante dans les sciences humaines, notamment en France, dans les années cinquante et soixante. Il a ensuite décliné. On parle de pensée « systémique », mais d'une manière encore marquée par la pensée structuraliste. (cf. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Plon (1958), 2012). Boccara élabore une critique des définitions structuralistes réductrices des systèmes. Ainsi, Maurice Godelier, dans *Objets et méthodes de l'anthropologie économique*, définit la structure comme « ensemble d'objets liés entre eux par certaines règles ». Il définit le système comme « ensemble de structures liées entre elles par certaines règles ». Il reste dans une vision structuraliste du système avec des structures et des sous-structures, en négligeant l'opération d'ensemble et réduisant la régulation à la cohérence entre les éléments.

Marx, pour sa part, définissait les systèmes économiques comme la transformation de la nature extérieure en produits, pour répondre aux besoins humains dans des condi-

tions historiques. Dans *Le Capital*, il montre qu'en transformant la nature extérieure les hommes transforment leur propre nature. Dans divers travaux, il considère le système de transformations de la nature humaine, ce que Boccara appelle le système anthroponomique. Celui-ci se différencie du système de reproduction matérielle et sociale, par la re-génération sociétale des êtres humains. Engels, dès le début de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, relevait, d'une part, la production des moyens d'existence et, d'autre part, la production des hommes eux-mêmes, la prorogation de l'espèce. La civilisation a une double entrée combinant économie et anthroponomie, avec leurs caractères communs, leurs interdépendances, leurs contradictions, comme Boccara le montre dans l'ouvrage *Pour une nouvelle civilisation*. Pour lui, notre société comprend le système capitaliste et le système du libéralisme, qu'il rattache à l'anthroponomie. Un système comprend des sous-systèmes interdépendants en crise, exigeant des dépassements, tel le dépassement du marché du travail, avec des chantiers concrets, impliquant moyens financiers et pouvoirs.

Marché et capitalisme, le dépassement des quatre marchés fondamentaux

Boccara analyse les marchés capitalistes et les délégations de pouvoir, avec des inégalités en droit, moyens et rôle. Commencer à construire une autre civilisation de partage jusqu'à chacun.e, exige de distinguer économie et anthroponomie, tout en considérant leur conditionnement des transformations.

Dans son livre *Le Capital de Marx, son apport, son dépassement. Au-delà de l'économie*, il présente quatre marchés.

1. Le marché du travail. Boccara introduit le système de sécurité d'emploi et de formation (*Une sécurité d'emploi ou de formation. Pour un dépassement révolutionnaire de dépassement contre le chômage*, 2002).

2. Le marché de la production. Boccara travaille à des critères de gestion d'efficacité sociale, alternatifs aux critères de rentabilité financière. Cela exige des pouvoirs de gestion des travailleurs, l'avancée d'un nouveau type d'entreprises publiques et mixtes, à prédominance publique et sociale, coopérant entre elles jusqu'au plan international. L'importance cruciale de nouveaux critères de gestion tend à dépasser la force des critères de rentabilité capitaliste. Des buts sociaux sont opposés à la domination des capitaux, des moyens de production, des machines, de la monnaie. On viserait le partage des résultats, des pouvoirs et des moyens, à l'opposé du fétichisme des moyens et de la propriété privée du système capitaliste. Il s'agirait de faire avancer une propriété partagée des travailleurs « associés », comme disait Marx, non pas une propriété privée de l'entreprise, ou étatique, mais avec des coopérations nationales, zonales, mondiales. Marx montre dans *Le Capital* que « l'argent pond de l'argent », en lien avec les machines-outils remplaçant les mains des travailleurs salariés. Boccara propose le dépassement des critères de rentabilité, du taux de profit, une nouvelle création monétaire du système monétaire et de crédit. Il vise le dépassement du salariat régulé par le chômage Tandis que les nationalisations en France, simples propriétés publiques, restent dominées par la rentabilité financière, le marché financier, l'exploitation du salariat.

3. Le marché de la monnaie et du crédit. Les ressources de la création monétaire, une très grande force négligée, se-

raient partagées. Un autre crédit sélectif à taux d'intérêt très abaissé avec des réductions du remboursement favoriserait l'emploi, les critères de gestion d'efficacité sociale. La création monétaire permettrait des emprunts publics favorisant l'expansion des services publics et sociaux de développement de chacun.e. Cela nécessite une tout autre utilisation de l'argent et concerne des monnaies zonales comme l'euro avec la BCE, une refonte complète du FMI profondément démocratisé, la création d'une monnaie commune mondiale, pour s'extirper du dollar et des marchés financiers, pour un co-développement des peuples.

4. Le marché international et mondial broche sur les autres marchés, avec sa spécificité. Il nécessite de nouvelles règles et institutions de maîtrise et d'émancipation des concurrences, à l'opposé de l'OMC actuel. Le développement des groupes multinationaux exigerait une maîtrise des marchés, des partages, des coopérations, l'accès aux services et aux produits, y compris pour la diversité culturelle.

L'institution de **biens communs de l'humanité**, communs comme on dit communisme, renvoie à une novation montante dans le monde, y compris chez des non marxistes. Mais le système les récupère, il met le marché dans ces biens communs mondiaux. Ceux-ci doivent s'émanciper de la domination des groupes privés et du marché (alimentation, énergie, santé, eau, écologie, recherche, monnaie).

Des transformations anthroponomiques, à l'opposé des conceptions réductrices économicistes

Elles iraient des pouvoirs de participation de chacun.e, à tous les moments de la vie sociale, au partage, au lieu des seules délégations représentatives. Cela concerne quatre moments de l'anthroponomie de la régénération des êtres humains. (*Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, 2017).

Le moment parental comprend les services publics et sociaux de développement de chaque personne, enfant, personne âgée, de nouveaux droits et pouvoirs, la coopération créatrice des personnels et des usagers, l'émancipation des dominations des femmes. Cela concerne le développement de l'école, de la santé, du logement social, de la recherche, de la culture, avec des critères de gestion d'efficacité sociétale.

Le moment du travail. Avec la transformation de la nature, c'est la transformation des êtres humains eux-mêmes, l'articulation formation – créativité, des pouvoirs de partage, les interventions des travailleurs.euses dans les gestions, la participation à la recherche, la créativité de chaque travailleur.euse.

Le moment politique. C'est l'avancée de droits et interventions décentralisées, de démocratie participative partagée depuis chacun.e, au plan local, zonal, régional, national, international. Ce serait le dépassement des délégations représentatives, le partage des biens communs, le désarmement et la paix.

Le moment culturel. Les institutions culturelles devraient favoriser la créativité de chacun.e, de chaque peuple, aire culturelle, pour une culture diverse et commune à toute l'humanité. Ce serait un nouvel œcuménisme entre les religions, les laïcs, de tolérance et de rapprochement, à l'opposé des intégrismes. Un humanisme de paix, d'ouverture et d'apports réciproques, d'interactivité des êtres humains, contre l'hégémonie de l'hyperlibéralisme américain. On avancerait vers une nouvelle civilisation, pour chacun.e.

Marx et Engels proposaient dans *Le Manifeste du Parti communiste* de 1848, de faire du libre développement de chacun.e, la condition du libre développement de tous.

Les forces sociales de la transformation concernent d'abord **l'ensemble des salariés**, à l'opposé des divisions que les forces dominantes cherchent à réactiver, sans reculer sur l'importance de la classe ouvrière et du prolétariat industriel. Un bouleversement touche les services, les employés, les salariés moins qualifiés et les plus qualifiés, ingénieurs, cadres, techniciens. Il y a un rapprochement par le bas, par le chômage et la précarisation. Mais aussi, le besoin de sécurisation par le haut, avec l'exigence de la formation et de la créativité. Cela comprend ensuite **les catégories de genre et de génération**, depuis les femmes, le féminisme, l'émancipation des dominations, des dominations de genre. Cela concerne les luttes émancipatrices contre les monopoles de pouvoirs et de rôles. Cela vise aussi les personnes âgées, les enfants et les jeunes pour l'accès de chacun.e à l'activité créatrice. Enfin, cela concerne les **divers peuples, nations, civilisations, les immigrés et métissés**, pour l'émancipation de toutes les dominations culturelles, les discriminations racistes, religieuses. Des passages entre ces ensembles, leurs croisements avec le syndicalisme, le féminisme, l'altermondialisme, tendraient à construire une civilisation de toute l'humanité, avec un partage des informations, pouvoirs, rôles et créativité.

Une culture diverse et commune de l'humanité, de dépassement des oppositions entre individualisme et liberté, opposés à l'égalité en Occident, et au contraire la communauté et la fusion en Orient et au Sud. Ce serait la mise en avant du développement de chacun.e, pour une civilisation de toute l'humanité. Un rapprochement est nécessaire entre l'UE et les pays en développement ou émergents, pour une autre construction mondiale face à l'hégémonie des États-Unis. Monteraient une nouvelle culture, des valeurs de partage, une créativité nouvelle.

Nouvelle civilisation et communisme de liberté pour chacun.e. Cette expression de Paul Boccara vise le dépassement du capitalisme et du libéralisme, avec le partage, les biens communs de l'humanité, une démocratie participative. Cela s'oppose aux précédentes expériences qui se réclamaient du communisme. La référence nouvelle à ce communisme de liberté se rattache à une tradition de radicalité transformatrice, à l'opposé des capitulations sociales-libérales. L'idéal communiste est une aspiration ancienne, mais Marx oppose au « communisme grossier », le libre développement de chacun.e. Ce dépassement est marqué par une mixité radicale, conflictuelle et évolutive, des éléments nouveaux de partage, d'inventivité sociale, des conquêtes de civilisation.

IV. Enjeux de la pensée hétérodoxe en économie

Frédéric Boccara,
Anton Brender,
Mireille Bruyère

Cet échange entre trois économistes représentatifs de courants différents de la pensée économique fait suite au dossier sur les travaux de Paul Boccara paru dans le numéro 424 de La Pensée. Il a pour point de départ la question posée par l'article de Frédéric Boccara « Débattre pour dépasser vraiment capitalisme et libéralisme » : comment confronter les différents courants hétérodoxes de la pensée économique avec le travail développé par Paul Boccara à partir de sa lecture du Capital, ainsi que de son engagement, puisqu'il était à la fois un théoricien et un militant totalement engagé dans la vie politique, membre du comité central, puis national, du PCF.

Il en ressort plusieurs convergences très importantes : rôle central des critères de gestion et grand intérêt pour ceux proposés par Paul Boccara, et leur méconnaissance ; rôle décisif des entreprises pour un nouveau type de production, écologique ; importance du crédit et de la politique monétaire pour une politique de gauche réussie ; importance des dépenses d'éducation. Bien sûr, il en ressort aussi des débats et un certain nombre de différences qu'il ne faut pas minimiser : quelle différence entre investissement matériel et dépenses pour les êtres humains ; cantonner l'État à la répartition ; rôle de la propriété des entreprises ; étatisme, luttes, et interventions démocratiques dans la gestion ; expérience soviétique ; bilan du « quoi qu'il en coûte ».

Critères de gestion et alternative au capitalisme

Dans toutes les écoles de pensée qui contestent l'orthodoxie néolibérale, on considère qu'on ne peut s'en remettre au jeu spontané du marché pour produire prospérité et stabilité. Plus précisément, on retrouve dans ces différents courants une critique du taux de profit comme régulateur de l'économie.

Ce que Paul Boccara apporte de plus, à notre avis, à cette critique, c'est qu'il propose des critères positifs, calculables, tirés de données concrètes de la comptabilité des entreprises, qui s'expriment sous forme de ratios et qu'on peut opposer, du point de vue des luttes sociales, à la rationalité revendiquée par les gestions patronales, fondée sur la cohérence donnée par l'obéissance à un critère de taux de profit.

Est-ce que cette innovation est considérée comme telle dans d'autres courants de la pensée économique ? Est-ce que la question doit se poser autrement ?

Anton Brender :

[Économiste, auteur de nombreux ouvrages, dont *Les démocraties face au capitalisme, le prix de la vie des hommes*, Odile Jacob, 2024 et *Géopolitique de la dette, où va l'épargne du monde*, Odile Jacob, 2026.]

Je fais partie de ceux qui sont convaincus que le marché seul ne peut produire ni stabilité économique, ni progrès social. Cela n'est d'ailleurs pas du seul marché mais bien du capitalisme lui-même qu'il faut parler.

Je fais aussi partie de ceux qui croient en l'approche sociale-démocrate mais qui pensent que la social-démocratie, depuis quelques décennies, s'est largement trompée d'objectifs. Nous avons, depuis la fin du XIX^e siècle, connu un réel progrès parce que les forces sociales, soit de façon violente, au travers de luttes, soit sous la forme plus douce d'une pression sociale, ont poussé le capitalisme à aller dans une direction qu'il n'aurait jamais empruntée sinon. La démocratie a contraint le capitalisme à donner un prix toujours plus élevé à la vie des hommes : les hausses

de salaires, la réduction de la durée du travail, la mise en place d'un droit et d'une inspection du travail, n'ont jamais été voulues par le capitalisme pas plus que l'amélioration du système de santé et d'éducation.

Mon approche sur les critères de gestion est extrêmement réservée. Quand j'étais jeune, j'ai étudié l'économie soviétique et les tentatives de réforme qui ont eu lieu à partir de la fin des années 1960. On a alors essayé d'ajouter le profit aux objectifs quantifiés du plan. Cela pose toutefois un redoutable problème de pondération qui n'a jamais été résolu. Je pense qu'il faut au contraire maintenir le profit comme seul objectif de nos entreprises, mais s'assurer que les contraintes qu'on leur impose – des impôts, des taxes, un salaire minimum... – comme aussi les droits que l'on ouvre aux salariés et les mesures visant à protéger l'environnement sont adéquates et en accord avec le niveau de développement de l'économie.

Je ne crois pas une seconde qu'on puisse, en ajoutant des critères de gestion, modifier efficacement le comportement des entreprises capitalistes. En revanche, elles sont sensibles aux pressions sociales qui se manifestent... lorsque cela devient leur intérêt (pour pouvoir par exemple attirer ceux qu'elles veulent recruter). Prenons l'exemple des États-Unis et des objectifs de « D.E.I » (diversité-égalité-inclusion) : lorsque le gouvernement les a énoncés, ils semblaient répondre à l'aspiration d'une majorité de la société et les entreprises ont solennellement déclaré les adopter. Lorsque Donald Trump est revenu, toutefois, la pression sociale est retombée et les dirigeants du capitalisme américain ont vite déclaré que l'entreprise devait redevenir d'abord une machine dont la seule préoccupation est de faire des profits!

En revanche, s'il y a une pression sociale puissante, une aspiration profonde et durable, le capitalisme finira par être forcé de la prendre en compte. Aujourd'hui, cette pression n'est ni suffisante ni cohérente. La volonté de lutter contre le réchauffement par exemple, est insuffisamment partagée et elle l'est rarement profondément. Beaucoup de gens sont d'accord sur l'objectif mais ils ne vont pas jusqu'à l'exprimer dans tous leurs gestes quotidiens : ils n'en continueront, pas moins, par exemple, de prendre l'avion ou d'acheter des fruits qui arrivent du bout du monde! Souvent aussi, faute d'informations suffisantes, lorsqu'ils choisissent ce qu'ils achètent, ils se laissent influencer par le capitalisme au lieu de l'influencer.

Mireille Bruyère :

[Maîtresse de conférences, Université Toulouse-Jean Jaurès, membre du conseil d'administration des Économistes attachés.]

En ce qui concerne la question de l'entreprise, il est clair à mes yeux que l'hétérodoxie telle qu'elle s'est construite en France à partir des années 1960 est très marquée par la question institutionnelle. Et c'est aussi quelque chose que j'ai noté, par exemple dans l'émergence de l'école de la régulation [plus précisément appelée l'école parisienne de la régulation, NDLR].

À partir des années 2000, il y a quand même un renouveau des questions autour du statut de l'entreprise, de l'entreprise et même, d'ailleurs, au-delà, par rapport à la question des « communs ». Mais c'est vrai que ça reste un secteur relativement minoritaire dans l'hétérodoxie, qui est plutôt très imprégnée des questions institutionnelles. D'ailleurs à l'Association française d'économie politique (AFEP), il y a vraiment une forte présence de l'idée que, finalement, l'hétérodoxie, ça peut être l'économie institutionnelle : penser

les institutions. Mais alors, on doit se poser la question de l'entreprise là-dedans : qu'est-ce que ça peut être? Est-ce que c'est une institution, etc.?

Pour ma part, je suis plutôt critique de cette volonté de vouloir faire une unité de l'hétérodoxie autour de l'idée de l'institution car cela laisse trop de côté la question de la société qui excède l'institution c'est-à-dire les dynamiques qui contestent l'institution.

Concernant la proposition plus politique des critères de gestion : j'ai l'habitude de dire que l'entreprise, c'est la brique, le « nouage opérant » de l'institution du capitalisme, c'est-à-dire que c'est la petite brique qui permet au capitalisme dans son ensemble de fonctionner avec les tendances d'accumulation du capital, etc., qu'on connaît tous. Mais il faut bien que ça s'opère concrètement dans un endroit. Et cette opération, elle se fait dans l'entreprise. C'est le nouage entre une visée économique – par exemple, l'accumulation du capital ou la recherche de profit – mais aussi une articulation fondamentale avec la propriété privée du capital. C'est là où je voulais en venir : il n'y a pas de nouage opérant sans la propriété privée du capital. Évidemment, c'est aussi là que se joue concrètement l'application de la science et le rapport instrumental à la nature, et enfin c'est là que ce construit et se maintient une organisation hiérarchique avec le salariat, maillon essentiel des rapports de domination dans la société.

C'est bien là, dans l'entreprise, que se nouent concrètement ces différentes dimensions imaginaires, représentations sociales, règles juridiques, relation de travail, rapport à la matière... l'idée que des critères de gestion permettraient à cette brique-là, ce nouage, l'entreprise, de s'orienter différemment de l'extérieur sans dénouer ce nouage, c'est juste mais ça paraît largement insuffisant. Je rejoins Anton là-dessus.

Je n'ai pas lu Paul Boccara, donc peut-être qu'évidemment il a fait un travail beaucoup plus déployé sur l'entreprise pour en faire la critique. Mais disons que présenté comme ça dans la question, j'ai envie de dire que le critère de gestion comme réorientation de l'entreprise, ce n'est pas que ce n'est pas utile, mais ça arrive en fin de course.

Mireille Bruyère : Je ne lâche pas la question de la propriété privée.

Je ne lâche pas la question de la remise en question de la propriété privée. Évidemment, je suis complètement consciente de ce que ça veut dire en termes de réalisations politiques et de rapports de force qui pour le moment me semblent bien hors de portée politique.

Je reviens sur le critère concret : valeur ajoutée/capital. Si je comprends bien, c'est l'idée qu'il faut effectivement réduire le coût du capital. Je trouve ça très intéressant. Ça m'a évoqué plus de questions que d'analyses. Pour moi, c'est fondamentalement limiter aussi le renouvellement du capital, donc limiter aussi certaines innovations, et donc certains gaspillages matériels. Je pense que la dimension aliénante du capitalisme se trouve dans l'accumulation démesurée du capital. Donc, sortir du capitalisme ce n'est pas seulement s'approprier cette accumulation mais la réduire, voire démanteler une partie du capital. Une dimension de l'aliénation se trouve dans la taille trop grande des infrastructures.

Ça reprend certaines idées qui sont les miennes, comme l'idée de décroissance de la production matérielle et de la consommation. Mais c'est une forte bifurcation. Est-ce

que c'est ce qu'avait en tête Paul Boccara en disant qu'il faudrait limiter l'accumulation du capital ? C'est très révolutionnaire, c'est presque décroissant, d'une certaine manière. Peut-être que je me trompe dans l'interprétation que j'en fais.

Frédéric Boccara :

Je veux vous remercier d'avoir accepté de lire mon papier. Tous les débats sont sur la table, c'est très bien.

D'abord, ces critères d'efficacité écologique, économique et sociale articulent les trois dimensions. Je crois que dans les critères de gestion, il y a une sorte de nœud fondamental qui unit le macro et le micro. Pour faire simple, disons que c'est à l'intérieur de l'entreprise, mais pas seulement. On y reviendra quand on parlera de monnaie, parce qu'il y a aussi des critères sur la monnaie. C'est toute une logique à tous les niveaux.

La force du capitalisme, c'est cette idée d'un critère, le taux de profit, qui est décliné à tous les niveaux, aussi bien dans les institutions, dans les types de pouvoir, que dans la culture, et qui fait une dualité avec le monopole des riches – pour simplifier – sur l'utilisation de l'argent qui devient du capital, et donc le monopole des détenteurs de capital. Ça permet de penser les critères d'échange, de comprendre l'économie comme science sociale, c'est-à-dire en lien avec la question des pouvoirs, ce qu'elle est toujours selon moi.

La critique du taux de profit nous est commune, et donc le rôle de l'entreprise est central dans cette affaire. Mais il y a un lien avec les expériences historiques. Le travail sur les critères de gestion s'est développé au moment des nationalisations de 1981-1982, à gauche, où on a été amené à se poser la question : « la propriété publique, ça ne suffit pas, comment doit-on gérer les entreprises ? » Mais c'est aussi en lien avec l'expérience soviétique, et ses limites, jusqu'à son échec, parce que justement, à notre avis, il n'y avait pas d'autres critères de gestion alternatifs en Union soviétique. C'est bien la question : dans ce cas, on imite le capitalisme et on compense par d'énormes compensations étatiques. Et on ne se rend pas compte qu'on fait éventuellement plus de gâchis et de destruction que le capitalisme avec des gâchis de capital. Jacques Sapir a montré dans ses travaux des années 1980 à quel point la suraccumulation de capital était gigantesque en Union soviétique – pour ne prendre que l'Union soviétique.

Anton Brender :

L'idée, c'est que justement, on n'a pas réussi à faire que les entreprises non seulement réalisent le plan, mais que leur production soit conforme à ce que la population, et même souvent les autorités, souhaitent. C'est cette inadéquation entre ce que les entreprises produisaient et ce qui pouvait être utile pour la société ou désiré par les consommateurs qui a fait que le système n'a plus fonctionné, une fois réalisés les grands objectifs d'infrastructures – les barrages, les canaux, les voies ferrées... – ou de développement industriel ou militaire. Lorsqu'on a essayé d'introduire des critères « marchands » – le profit et les ventes – on s'est vite aperçu qu'on ne savait pas quel poids leur donner !

Frédéric Boccara :

Mais précisément, les critères de gestion, c'est autre chose que les objectifs. L'idée des critères de gestion, c'est qu'il ne suffit pas de se fixer des objectifs. Il y a la gestion et les décisions, ce n'est pas tout à fait l'économie. Ce n'est même pas du tout l'économie, d'une certaine façon, c'est de la pratique, c'est la gestion.

Frédéric Boccara : il y a un défi capitaliste sur l'efficacité de la gestion

Il y a un défi capitaliste sur l'efficacité de la gestion, comme le dit Mireille, cette convergence entre nous est importante, et comme tu le dis aussi d'une autre façon, c'est une efficacité relativement à des objectifs qui, bien sûr, ne doivent pas être mis hors champ : « Il faut d'abord se dire quels sont les buts, etc. » Nous sommes bien d'accord là-dessus. Sur les objectifs, il y a beaucoup de choses communes, mais aller jusqu'à d'autres critères d'efficacité que le taux de profit apporte quelque chose de plus. Parce qu'il y a un défi d'efficacité.

Le capitalisme post-1945, c'est le capitalisme monopoliste d'État social (CME-S). Il limite, à la Keynes, le rôle du profit (on peut faire des investissements non rentables, ou moins rentables), en lien avec les nationalisations industrielles et bancaires, ainsi la création des CE. Et il développe un peu l'idée qu'à côté, on peut faire autre chose : plus de dépenses humaines. Comme depuis le début du capitalisme, il y a une incitation à économiser sur les dépenses relativement au résultat, mais en se focalisant sur le seul travail vivant, sans voir tout le travail mort gâché, ni les gâchis de matière ou les dégâts humains et à la nature.

D'un autre côté, avec la Sécurité sociale, avec de nouvelles institutions, apparaissent des nouveautés fondamentales qui jouent sur une efficacité sociale, même si leur rôle ne se réduit pas à ça.

Dans le CME-S, en crise aujourd'hui, on compense le taux de profit, on fait à côté autre chose, mais on ne pousse pas une sorte de transition vers une nouvelle logique. Dès lors, l'idée de critères de gestion nouveaux est assez révolutionnaire.

Je crois Mireille que nous nous sommes plutôt bien compris. L'économie de capital, qui est à la fois capital financier et capital matériel, correspond à une formule que nous employons, « décroissance des mauvaises choses, croissance des bonnes choses » – éducation, santé... Ça peut représenter beaucoup d'activité supplémentaire en réalité... donc faire du PIB. Ce n'est pas moins de PIB, comme on le croit à tort, c'est un autre type de croissance, moins consommatrice en capital. Et donc ça ne veut pas dire limiter les innovations, mais faire un autre type d'innovation, économe en capital.

L'idée, c'est de prendre la force du capitalisme avec des critères synthétiques, pour des critères mixtes : marchands, marchands/réels, et jusqu'à des critères non marchands. Il y a le besoin de critères non marchands. L'économie de CO₂ n'est pas exactement un critère d'efficacité, mais la relation entre production et émissions de CO₂ est déjà un élément de critère d'efficacité, avec une part de non-marchand.

L'autre critère mis en avant par Paul Boccara, c'est la valeur ajoutée disponible (VAd) pour les populations et les territoires, qui est lui aussi un critère mixte, parce que la valeur ajoutée disponible, c'est ce qui sert à développer les capacités humaines, les prélèvements publics et sociaux. Donc ce sont des dépenses pour le travail mais, au-delà encore, pour les personnes. Ce sont toutes les capacités humaines, mais aussi les prélèvements publics et sociaux, rapportés au territoire ou à une population. Il y a une dimension non marchande. En outre, on ne s'enferme pas dans l'entreprise, puisqu'on rapporte la VAd à toute la population d'un territoire, y compris les chômeurs. En effet, on ne veut pas faire de l'efficacité du capital dans l'entreprise en développant



le chômage et de façon égoïste sur le territoire où est l'entreprise.

Ça fait débat, ça accroche, et c'est un enjeu important. J'y vois un chaînon manquant dans les luttes actuelles et les recherches d'intervention avec des projets alternatifs. Lorsque des projets alternatifs viennent dans l'actualité – Thomson, Vencorex, Verallia... on entend poser sans cesse la question : combien est-ce que ça coûte ? On voit bien que ce n'est pas un coût sur un même périmètre et une dépense sur un même périmètre. Il y a besoin de quelque chose comme un thermomètre.

Concernant le « reste », l'entreprise, les institutions. Il y a une dialectique entre ce type d'instrument de mesure et des institutions de type autogestionnaire d'intervention, parce que finalement, ce n'est qu'un guide pour une intervention. Les patrons eux-mêmes sentent les savoirs partagés par les travailleurs qu'ils n'ont pas, vus d'« en haut », et donc ce besoin d'intervention autogestionnaire qui monte de la richesse de connaissances et de la complexité de notre société. Ça ne veut pas dire la cogestion mais ça veut dire qu'il y a une contradiction à laquelle ils sont eux-mêmes confrontés.

Mireille Bruyère :

Oui, mais ce que je voulais faire, c'était décaler la question. Effectivement, il faut des critères de gestion... Les critères, c'est au moment de produire exactement, ce n'est pas la visée d'une entreprise. Le critère de gestion va prendre des sens très différents en fonction de l'organisation sociale dans laquelle il est. Tu peux inventer des super-critères de gestion écologique, liés au territoire, etc., mais si l'organisation de la société est très hiérarchique, comme c'était le cas en Union soviétique – il n'y avait pas de syndicat, ce n'étaient pas vraiment des coopératives, ce n'étaient pas des soviets –, eh bien, tu peux inventer des critères de gestion absolument géniaux, mais soit ils deviennent formels, soit ils sont l'objet d'un instrument de pouvoir, ils se dévitalisent. La gestion seule c'est la bureaucratie (le pouvoir aux administrateurs, aux contrôleurs de gestion...).

On ne peut pas parler des critères de gestion sans poser la question de l'organisation hiérarchique dans le cadre des organisations du travail. On peut penser qu'on peut sortir des grandes entreprises très hiérarchiques avec un management toxique, qu'il faut améliorer le plus possible le dialogue social. Mais si on veut vraiment dépasser le capitalisme, il faut poser la question de la propriété collective. Sur le territoire, pas une propriété nationale très lointaine avec des dirigeants très lointains qui ne travaillent pas... ce qui reproduit en fait la même chose que le capitalisme. Cette question est très peu posée dans l'hétérodoxie, elle doit rester une question centrale pour dépasser le capitalisme.

Anton Brender :

Je ne suis pas vraiment en accord avec ce que Mireille vient de dire, ou plutôt, je le comprends peut-être mal. Imaginons qu'on ait des entreprises autogérées. Qu'est-ce qu'elles auraient comme critères de gestion ? Est-ce que le profit en serait un des éléments ? Quels seraient les autres ?

Mireille Bruyère :

Les coopératives ont comme critère de gestion de faire du profit aussi. Le profit est utile pour l'investissement, les réserves impartageables dans les coopératives. Elles sont obligées de dégager des marges pour investir. Ce qui diffère, c'est qu'en principe leurs objectifs ne sont pas pro-

ductivistes en soi. Même si des dérives peuvent faire que des coopératives deviennent productivistes, car le statut ne fait jamais foi (par exemple les coopératives agricoles sont devenues des maillons de l'agriculture capitaliste intensive).

Anton Brender :

Le problème est que cette déviation est naturelle... tant que la société est ce qu'elle est.

Mireille Bruyère :

Oui, peut-être. Il ne s'agit pas de dire qu'il ne faut plus de critères de gestion ni plus de recherche d'efficacité productive. L'efficacité productive est une condition essentielle de toute production. Mais est-ce que l'objectif, c'est de maximiser l'efficacité productive sous une forme monétaire ou produire des choses utiles de manière raisonnablement efficace ?

Anton Brender :

C'est là où je ne te suis pas. Il s'est trouvé qu'avec des entreprises qui essayaient de maximiser leur profit, c'est-à-dire un indicateur purement monétaire, – c'est la logique même du capitalisme telle que Marx l'a définie – on a réussi à faire qu'elles réalisent aussi quelque chose qui n'était pas du tout leur objectif. C'est comme ça qu'on a produit un mieux-être pour une grande partie de la population. Je ne dis pas que tout le monde est aujourd'hui heureux dans nos économies. Je dis que dans nos économies, il y a eu un progrès social qui me semble incontestable et que ce progrès n'a pas été voulu par le capitalisme mais produit grâce à lui.

Frédéric Boccara :

Mais ça, c'était vrai il y a 40 ans ! Voyez aujourd'hui la crise sociale et la crise des services publics.

Anton Brender :

Justement, ce n'est pas un problème lié au critère du profit, c'est que la social-démocratie s'est totalement fourvoyée sous l'influence du libéralisme thatchero-reaganien, qui a dit : « Arrêtez d'intervenir, le marché va vous produire ce que vous souhaitez, c'est-à-dire le mieux-être de tous ». Ce qui, on l'a dit, est faux bien sûr, nous en sommes tous d'accord je crois. Nos sociétés ont alors quitté la voie sociale-démocrate, elles se sont laissées séduire par la libéralisation financière et la mondialisation sans voir quelles appelaient non pas moins mais plus d'interventions publiques. C'est pour cela que je dis que les sociaux-démocrates se sont fourvoyés. Vouloir abattre le capitalisme, passer à un régime de propriété qui ne soit plus privée, n'en serait pas moins je pense une grave erreur. Quand nous l'avons guidé, le capitalisme, je l'ai dit plus haut, nous a permis d'accomplir de formidables progrès. À nous de mobiliser les forces sociales capables de lui imposer les contraintes qui le forceront à aller de nouveau dans la bonne direction !

Anton Brender : Quand nous l'avons guidé, le capitalisme nous a permis d'accomplir de formidables progrès.

Frédéric Boccara :

Il y a une crise énorme de suraccumulation. Le capitalisme d'après 1945 innove mais maintient le taux de profit. On fait une chose et l'autre en même temps. Au bout d'un moment, il en résulte des gâchis colossaux, et ça ne marche plus. Ce n'est pas seulement un retournement idéologique vers le libéralisme : à la fin des années 1960 et au début des années 1970, c'est l'efficacité du capital qui s'effondre. C'est le constat que les politiques keynésiennes marchent de moins en moins, et là, il y a le retournement idéologique. Il y a d'abord la crise d'efficacité du capital. Concilier « social » et domination du taux de profit ne marche pas. Il y a besoin d'une efficacité nouvelle.

Il y a donc une crise, une domination du profit, du taux de profit encore plus forte aujourd'hui. Mais, pour dire un mot sur cette question des bénéfices dans les coopératives et pour aller au-delà : faire des marges, ce n'est pas forcément faire du profit. Pour un marxiste, le profit, c'est une marge qui va au capital. En revanche, une marge qui va à la Sécurité sociale, aux dépenses humaines, publiques et sociales, ce n'est pas du profit, c'est autre chose. C'est de la VAd pour les populations. La Sécurité sociale, c'est une forme de révolution réussie : un prélèvement dans l'entreprise pour le développement humain.

Le profit, c'est une marge pour le capital, donc avec une visée d'accumulation de capital... qui a pu avoir son efficacité relative. Il y a différentes sortes d'efficacité productives, et on est à un moment historique qui n'est pas celui de la Russie en 1917. On est à un moment où les dépenses pour les capacités humaines doivent commencer à être prioritaires. Il faut inverser les priorités. Inverser, « renverser », c'est révolutionner.

La question de critères décentralisés est fondamentale. Ils ne s'appliquent pas seulement à l'investissement, mais aussi à l'engagement des recherches, à l'organisation du travail. Il y a une dialectique très forte avec les pouvoirs décentralisés. Mais si on ne voit pas les critères, on manque quelque chose.

Le plus fondamental n'est pas la propriété publique, c'est le fonctionnement et les critères. Nous parlons plutôt d'appropriation sociale que de propriété publique. Cette dernière est un moyen pour imposer une autre forme de fonctionnement, d'autres critères. Le plus fondamental, ce sont des droits d'intervention et les critères.

On pourrait imaginer des comités d'entreprises renouvelés ayant plus de moyens, avec des droits de contre-proposition sur des suppressions d'emplois, portant des projets économiques. Organiser l'arbitrage sur ces projets, et faire qu'à l'appui de ces projets, ils puissent avoir accès à des avances de fonds publics à un taux 0 %, 1 %, avec d'autres critères. Au-delà de nationalisations d'un nouveau type, ou avant d'arracher celles-ci, on aurait des patrons qui seraient obligés de mettre en œuvre certains projets portés par ces CE, et on serait dans un *mix* de transition. Cela peut paraître très éloigné de la réalité mais en 2001, sous la gauche plurielle, à l'issue de grandes manifestations pour l'emploi, à Calais notamment, nous avions arraché le vote d'une loi de cette nature, abrogée ensuite par la droite, sous pression du MEDEF.

Anton Brender :

Je voudrais préciser ce que j'ai en tête. La mondialisation a été acceptée. Elle a permis aux entreprises de faire apparaître leurs profits là où elles veulent et d'exercer partout une pression à la baisse de l'impôt sur les sociétés. Aujourd'hui, on voit des entreprises qui font des profits fa-

ramineux, parce qu'elles tirent parti, dans différents domaines, de véritables rentes de monopole. On devrait normalement en prélever une partie par l'impôt mais la concurrence fiscale nous en empêche. Je pense, par exemple, à ce qui se passe dans la *tech* aux États-Unis. C'est scandaleux. On devrait lever des impôts beaucoup plus importants sur les entreprises qui réalisent d'énormes profits avec très peu d'emplois. Leur position est tellement dominante que, même après avoir amorti le capital qu'elles ont investi, les profits qu'elles dégagent restent faramineux. Le rôle d'une fiscalité « sociale-démocrate » serait de prélever une partie au moins de ces profits pour financer les investissements en formation qui permettraient, peut-être, de faire face demain aux conséquences du recours à l'intelligence artificielle. Encore faudrait-il pour cela qu'un accord existe, au moins au sein des pays occidentaux.

Hétérodoxie et politique monétaire

Un deuxième sujet de discussion pourrait porter sur les questions monétaires. Il est courant aujourd'hui d'entendre à gauche évoquer la possibilité d'une création monétaire destinée à avoir un effet sur le comportement de l'économie, sans les limites traditionnelles des doctrines orthodoxes. Il y a ce qu'on appelle la « théorie monétaire moderne ». Un courant d'inspiration voisine introduit l'idée de critères écologiques, qui s'appliqueraient à l'usage de la création monétaire des banques centrales. Dans des travaux marxistes comme ceux de Paul Boccara, on trouve, en plus, un lien avec des critères d'emploi, avec les conditions d'un développement de la valeur ajoutée par une activité productive des êtres humains, conçu comme une contrepartie nécessaire d'une nouvelle création monétaire, faute de quoi, comme le suggère Frédéric, on se retrouverait piégé par la domination du pouvoir du capital sur l'économie. Cela renvoie profondément à notre débat sur les critères de gestion.

Mireille Bruyère :

Le travail de l'hétérodoxie sur la monnaie, c'est de combattre la vision néoclassique de la monnaie neutre. Cette critique est nécessaire.

Les enjeux de bifurcation écologique et sociale conduisent à se poser la question des investissements. L'idée qu'il faudrait avant tout avoir des politiques monétaires expansionnistes, reprendre la main politique sur les politiques monétaires, n'est plus du tout suffisante. La critique de la construction européenne non plus.

Mireille Bruyère : L'idée qu'il faudrait avant tout avoir des politiques monétaires expansionnistes n'est plus du tout suffisante.

L'idée qu'il faudrait avant tout avoir des politiques monétaires expansionnistes n'est plus du tout suffisante.

La remarque de l'article de Frédéric selon laquelle « une création monétaire tous azimuts va être récupérée par le capital ou, au minimum, produira de la croissance avec tout ce que ça comporte de destruction écologique » est de



plus en plus importante, parce que dans la croissance, il y a beaucoup de productions délétères.

La question de l'investissement par la création monétaire doit s'articuler avec l'objectif d'orientation de cet investissement. Je prends l'exemple de la nécessité d'isolation thermique des logements. La bifurcation demande bien sûr des investissements. Ces investissements ne peuvent pas produire des rentabilités économiques, donc ne peuvent pas être faits dans le cadre du capitalisme, puisqu'il n'y a pas de rentabilité économique immédiate ou à moyen terme. Il faut des investissements publics verts. Mais il ne faut pas que ces investissements rebondissent dans des productions nocives, ces effets rebonds annulent l'effet de l'investissement en termes de réduction de consommation matière et énergie.

Un article d'économistes anglais sur la Grande-Bretagne a montré que si on rénove tous les bâtiments en Grande Bretagne sans se préoccuper du fait que des ménages modestes sont sans logement et des ménages riches sont dans des logements trop grands, ont des résidences secondaires sous occupées, sans prendre en considération un critère de suffisance du logement, on va isoler, mais on n'aura pas résolu le problème du mal-logement et la promotion immobilière va continuer et annuler les gains énergétiques obtenus par l'isolation. Ils font des calculs très savants. Et pour le faire ils regardent des indicateurs liés à la matière, l'espace, l'énergie. Ils ne restent pas sur la dimension socio-économique (combien ça coûte, combien on gagne...). Il va bien falloir politiquement discuter d'une norme de suffisance matérielle. Sinon, ça va toujours rebondir vers le haut.

On ne peut pas délier la question de l'égalité dans le logement, de la limitation des inégalités, des résidences secondaires, des gens qui habitent à deux dans des palaces. La question de la création monétaire doit être articulée aussi avec ce qu'on limite ou désinvestit. Si on décide de rajouter de l'isolation, qu'est-ce qu'on enlève pour éviter ces effets rebonds? Dans mon exemple, il faut arrêter de construire des logements neufs. Comment on répartit différemment? On est dans une situation dramatique en termes écologiques, ce n'est pas un petit secteur à côté, c'est la condition d'habitabilité. Ces questions semblent trop radicales, pourtant elles sont essentielles aujourd'hui,

Anton Brender :

Est-ce que tu peux décrire plus précisément ce que tu apelles effet rebond ?

Mireille Bruyère :

L'effet rebond, c'est l'idée que quand on gagne en efficacité dans un secteur, ce gain se reporte dans une autre consommation. Par exemple, on dépense moins d'énergie parce qu'on chauffe moins les logements, mais ce qu'on économise se reporte dans la promotion immobilière, la construction de nouveaux logements, l'artificialisation des sols. Il faut absolument limiter ça. Si on veut régler la question du logement, il faut prendre en considération la structure matérielle des logements et la question des inégalités. La vraie question de la bifurcation pose au cœur la question des inégalités.

Anton Brender :

Moi, je raisonne de façon très terre à terre. La création monétaire, c'est simplement le fait que des banques font des prêts, c'est par ce biais qu'on crée de la monnaie. Il

y a un consensus là-dessus. Quand une banque prête à quelqu'un, elle lui permet de dépenser plus qu'il ne gagne. Dans une économie au plein-emploi, il faut absolument que quelqu'un d'autre dépense alors moins qu'il ne gagne, sinon on dépensera plus que ce que l'économie peut produire et une pression inflationniste va se manifester.

Anton Brender : Si on décide de faire des prêts sans se préoccuper de savoir s'il y a des capacités de production pour satisfaire la demande que l'on rend solvable, on risque d'avoir des problèmes.

Si on décide de faire des prêts sans se préoccuper de savoir s'il y a des capacités de production pour satisfaire la demande que l'on rend solvable, on risque d'avoir des problèmes.

La question est là. Si on décide de faire des prêts sans se préoccuper de savoir s'il y a des capacités de production pour satisfaire la demande que l'on rend solvable, on risque d'avoir des problèmes : si ces capacités ne sont pas là, on aura une pression sur les prix plutôt qu'une hausse du niveau d'activité.

On parle d'isoler des maisons. Il faut absolument avoir une capacité à produire qui est nécessaire pour satisfaire la demande. Sinon, on va voir le prix des isolants, des matériaux et des poseurs exploser. Quand on fait un prêt, on postule qu'il y a des capacités de production disponibles.

Mireille Bruyère :

Oui, tout à fait.

Anton Brender :

Sinon, il y a ce qu'on appelle de l'éviction : celui qui a emprunté va pouvoir dépenser, et les prix vont monter pour évincer la demande des autres. Ceci étant, dans un monde où il y aurait au contraire du sous-emploi, la création monétaire peut permettre à celui qui emprunte de faire pas mal de choses. L'État, en particulier, peut alors parfaitement emprunter pour réaliser des projets que la société juge nécessaires. L'emprunt public permet de répondre à des besoins d'investissement collectifs. Mais il y a depuis longtemps maintenant une phobie de tout ce qui concerne le public et en particulier, bien sûr, de la dette publique.

Frédéric Boccara :

On converge sur l'idée que c'est un territoire nouveau, mais admis dans l'hétérodoxie, que cette question de la monnaie doit être appropriée et prise au sérieux. Il faut la démystifier. C'est une « nouvelle frontière » pour les idées et pour la politique à préconiser, et il y a eu trop de peur là-dessus. Encore une fois, la question des critères et la cohérence entre les objectifs, les moyens et les pouvoirs est fondamentale.

Derrière la monnaie, il y a deux choses : une question de classe – dépenses matérielles (« capital ») versus dépenses humaines – et une question d'institutions. La monnaie est inséparable des institutions de création monétaire, de gestion de la monnaie, des banques.

Premièrement, cela permet de faire des dépenses de long terme, mais je n'appelle pas ça de l'investissement, parce que la grande question est : est-ce que c'est de l'investis-

sement matériel ou d'autres dépenses ? telles les services publics, des (pré) recrutements, de la formation... En ce qui concerne l'isolation des logements, le premier problème, c'est qu'on n'a pas les gens formés pour faire l'isolation, donc il faut d'énormes dépenses de formation. Mais cela, ce n'est pas du capital, ce n'est pas du profit, donc on n'a pas de garantie à proposer à la banque en contrepartie du crédit. Il faut des éléments publics, avec des titres (obligations) qui ressemblent à du capital, qui n'en sont pas exactement.

Anton Brender :

Pour donner un exemple : en Allemagne, la précédente coalition gouvernementale – le parti socialiste et les verts – a voulu pousser tout le monde à changer de chaudière. On s'est vite aperçu que l'Allemagne manquait de plombiers ! Ces problèmes sont massifs.

Frédéric Boccarda :

D'après l'OIT (organisation internationale du travail), 77 % des entreprises dans le monde souffrent d'un problème de pénurie de compétences.

Anton Brender :

D'où l'importance des dépenses qu'on décide de financer par le crédit.

Frédéric Boccarda :

Les écoles, ce ne sont pas seulement des murs, ce sont aussi des enseignants. Cette question est majeure. On revient au critère : rentabilité ou pas ? Le crédit, c'est intertemporel. C'est une avance : ce que l'on dépense avec celle-ci peut avoir un effet démultiplié, une production de richesses supplémentaire. Si on dépense trop par rapport à l'effet court terme, il peut y avoir une inflation de court terme, mais à moyen terme, il faut quand même qu'il y ait une certaine proportionnalité, donc une production suffisante. Sinon, il y a un gâchis, l'inflation s'emballe.

Il y a une première question : investissements *versus* dépenses humaines. Et la monnaie a ce côté systémique, elle oblige à tout compter. Qu'est-ce qui va avoir le meilleur effet global ? Cela renvoie aux critères et aux objectifs. Ensuite, cela renvoie à la démocratie. Ce ne sont pas seulement des critères. La monnaie, c'est quoi ? Qui a des pouvoirs sur elle ? Ça agit sur tout le monde. Dès le début des années 1970, les monétaristes ont cherché à prendre le pouvoir sur les banques centrales, et les politiques de gauche ne se posent pas la question des banques centrales. C'est une question majeure, mais il faut se la poser intelligemment, parce que ça oblige à se demander : qu'est-ce qu'on met comme argent, où, et qu'est-ce qui va revenir ? Pas seulement du profit, c'est toute une valeur ajoutée. On doit se préoccuper plus de valeur ajoutée que de profit. En Allemagne, ils ont créé un fonds d'avance de 800 milliards. Ils ont fait sauter le frein à la dette. Mais c'est essentiellement pour l'armement : c'est bien un problème de critères. Et la gauche radicale (Die Linke) a progressé là-dessus en menant une campagne positive : un fonds d'avances, oui, mais pour autre chose : les services publics et l'écologie.

Anton Brender :

Le problème aujourd'hui est moins du côté de la création monétaire et des banques centrales que du côté des gouvernements, que ce soit au niveau national, européen ou

éventuellement au niveau mondial. Le rôle de la politique monétaire, c'est de veiller à ce que la création monétaire ne soit pas excessive et d'éviter l'inflation. Le rôle de l'État et de son budget, quel que soit le niveau, c'est de prélever une partie du revenu dégagé par une société pour l'investir là où c'est nécessaire pour permettre à cette société de garder sa cohésion et de progresser.

Tu as évoqué le besoin d'investissement en éducation. Il faut effectivement placer les dépenses publiques dans une logique de long terme et considérer comme un investissement non seulement de construire des écoles, mais aussi d'employer des maîtres capables d'enseigner à ceux qui les fréquenteront demain. Certains ont voulu faire preuve d'audace en proposant d'exclure des cibles de déficit budgétaire, l'investissement public en bâtiments. Mais, si l'on se place dans une logique de long terme, les dépenses d'éducation sont aussi un investissement, pourvu seulement qu'elles permettent de donner effectivement à ceux qui travailleront demain la formation dont ils auront besoin. La logique de long terme force à mettre en balance le coût qu'aura demain le fait de renoncer aujourd'hui à telle ou telle dépense !

En l'occurrence, si l'on n'investit pas suffisamment ou mal dans l'éducation on s'expose à voir arriver demain sur le marché du travail des personnes sous- ou mal-qualifiées. On risque alors d'être obligé de « subventionner », d'une façon ou d'une autre, les entreprises pour que ces personnes trouvent un emploi rémunéré au salaire minimum. Quand on fait le bilan pour le budget, on s'aperçoit que l'on dépense aujourd'hui beaucoup plus en aides à l'emploi de toutes sortes, ou en allocations-chômage, que l'on n'aurait dépensé hier en investissant plus dans l'éducation. Ces aides dépassent maintenant largement le budget de l'éducation nationale !

Le besoin de replacer les dépenses publiques dans une logique de long terme est vrai dans la plupart des domaines. Il l'est particulièrement bien sûr lorsqu'il s'agit de dépenses visant à lutter contre le réchauffement climatique comme aussi à nous y préparer.

Frédéric Boccarda :

Oui mais il ne faut pas oublier que lorsque la gauche fait des aides publiques ou de la création monétaire sans changer autre chose par ailleurs, cela rapporte du profit à certains. La création monétaire est dans les mains des marchés financiers, qui ont pris la main sur les banques, soit par l'actionnariat, soit par la culture du profit, soit par le financement. On a un problème de création monétaire préemptée par les marchés financiers.

Le meilleur exemple, c'est la BCE, qui fait de la création monétaire pour racheter les titres aux marchés financiers, les titres de dette publique. Cela entraîne une hausse des charges d'intérêt considérable.

La question à se poser : quel taux public, et pour quel type de dépenses ? puisqu'il faut mettre des priorités pour les dépenses. On retrouve la question des critères.

Il faut des critères de financement des dépenses publiques différents.

Frédéric Boccarda : Il faut des critères de financement des dépenses publiques différents.



Il faut des critères de dépenses publiques différents, des critères de financement de la dépense publique différents. Pour les usages que la dépense veut favoriser, il faut des taux réduits, 0 % pour les dépenses d'éducation, ou encore des taux réduits pour les investissements écologiques. Pour d'autres dépenses – placements financiers, délocalisations – il faut, à l'inverse, des taux élevés, voire super pénalisants. Il faut faire percevoir que ce n'est pas le profit qu'on cherche, mais l'effet de la dépense à long terme, c'est la valeur ajoutée ainsi que des effets « réels », non marchands.

Anton Brender:

Je veux juste rappeler que quand les taux étaient à zéro, les États européens se sont efforcés d'emprunter le moins possible. On a passé plusieurs années en Europe avec des taux au plancher sans que ni les États, ni les entreprises n'empruntent. Avec des conséquences dramatiques pour l'activité. La dette nette des entreprises, prises toutes ensemble, est toujours relativement faible, si on la rapporte au PIB.

Frédéric Boccard:

C'est parce qu'elles sont « scotchées » sur la recherche de rentabilité. On a pu passer la pandémie grâce à des dépenses et des taux négatifs. Mais si les taux sont à zéro pour tout, on ne pénalise pas les mauvaises dépenses et le profit rapide... qui finit par dominer tout.

Anton Brender:

L'État n'a pas besoin qu'on pénalise les autres pour emprunter.

Mireille Bruyère:

On évoque ici des questions macro-politiques par rapport à la création monétaire et à la bifurcation. La discussion doit aussi porter sur la pluralité monétaire. Si on veut articuler des investissements avec des productions spécifiques qu'on estimerait écologiques – agriculture bio, dépenses en éducation –, pour contrôler la manière dont l'investissement se fait et ne rebondit pas sur l'appropriation par des entreprises capitalistes, il y a l'idée de spécifier des types de création monétaire qui ont une destination spécifique. C'est ce que dit Polanyi : il faut réfléchir à la possibilité de faire une création monétaire pertinente sur un territoire ou un secteur.

Prenons l'exemple de la sécurité sociale de l'alimentation. Si on la réduit à une nouvelle sécurité sociale qui donne de l'argent aux gens pour acheter du bio, ce n'est pas ce qui me préoccupe ici, elle reste très économique. Ce qui est intéressant, c'est de s'en servir pour orienter la bifurcation productive.

La sécurité sociale de l'alimentation, là où c'est intéressant, c'est qu'elle produit au niveau du territoire une garantie pour les agriculteurs bio, avec une monnaie spécifique qui leur revient et n'est pas appropriée par d'autres usages ou accumulation de profits. Le gros enjeu de la SSA à mes yeux, c'est donc d'articuler la production écologique avec la solidarité. C'est de vérifier le mode de production agricole pour le conventionnement (quelles techniques? quels intrants, etc.). On a un système solidaire qui permet une garantie à long terme pour les agriculteurs, qui peuvent prendre le temps de bifurquer, réduire leur productivité horaire. Travailler dans l'agroécologie, c'est plus de travail, il faut garantir des revenus. Pour l'instant, ce n'est pas possible.

Cette question de la pluralité monétaire – locale, régionale, nationale – doit être posée. Non pas seulement des

monnaies locales ou sectorielles (comme la monnaie SSA) mais une articulation entre des échelons monétaires selon les usages.

Frédéric Boccard:

Oui, je suis assez d'accord avec cette idée de pluralité. Qu'il y ait des titres en contrepartie de la monnaie, des obligations, est peut-être un instrument. Ce peut être le support d'une forme d'affectation et d'orientation de la monnaie, mais ça nécessite une intervention démocratique, un suivi, des orientations avec des décisions politiques et des critères. Un type de sélectivité maîtrisée, avec deux dimensions : des critères au sens des finalités, des objectifs, mais aussi des critères économiques. On ne va pas gâcher, parce qu'à un moment, on doit pouvoir suivre que les objectifs sont au rendez-vous.

Ça renvoie à toute une gestion autre de la monnaie que ce qu'on a actuellement. La BCE tente des choses, certes toutes petites et contradictoires, mais elle est aussi démunie, parce qu'il faudrait tout un autre système d'observation et de suivi pour s'assurer de l'effectivité de la création monétaire.

Anton Brender:

J'ai un doute sur ce qu'est exactement cette pluralité de la création monétaire. Si je comprends bien on crée une monnaie particulière qui circule dans une sphère donnée... On crée la monnaie en faisant des crédits. Pour que ces crédits n'aient pas d'effets inflationnistes, il faut qu'ils trouvent en face d'eux une production qui réponde à la demande que ce crédit permet de financer. Faut-il qu'il y ait dans la même sphère quelqu'un qui s'abstienne de dépenser tout ce qu'il gagne? Si on crée une monnaie pour stimuler le développement du bio dans une sphère particulière, qui fournit l'épargne qui est la contrepartie de cette création? Si l'on est au plein-emploi, on ne peut prêter à quelqu'un que si quelqu'un d'autre a l'intention de ne pas dépenser.

Frédéric Boccard:

Tu ne prends pas en compte le caractère intertemporel du processus. La monnaie créée anticipe des revenus qui n'existent pas encore. Ce n'est pas qu'on prête aux gens de l'argent qu'ils ne gagnent pas, c'est qu'on leur prête de l'argent qu'ils n'ont pas encore parce qu'on pense qu'ils vont en gagner, grâce à la production nouvelle à laquelle ils vont contribuer. C'est une souplesse (et c'est pourquoi il y a toujours un peu d'inflation quand l'économie se développe). Et si la création monétaire a pour contrepartie des créations d'emplois efficaces, il n'y aura pas d'inflation à long terme.

Ce n'est pas l'épargne qui fait la création monétaire, c'est l'inverse.

Anton Brender:

Je sais bien, mais encore faut-il qu'il existe quelqu'un ayant l'intention d'épargner. Le rôle des banques, c'est de parier que des gens vont mettre de l'argent de côté. Si elles se trompent, cela fera de l'inflation. Mais en moyenne, depuis maintenant de longues décennies, elles ne se trompent plus trop, les banques centrales y veillent.

Frédéric Boccard:

C'est cela. 2 % d'inflation, c'est 60 milliards de PIB qu'on ne prend à personne. Et dans le temps, l'intention d'épargner apparaîtra même si elle n'est pas là à l'instant où la monnaie est créée.